

CONDITIONS D'UTILISATION

Service de paiement

Mises à jour le : 5 juillet 2021

Les présentes conditions d'utilisation (ci-après « CU ») sont conclues entre la société DME Communication, SAS au capital de 162 500 euros, immatriculée auprès du RCS de Nantes sous le numéro 753 111 319 et dont le siège social est sis 6, rue Rose Dieng Kuntz – 44300 Nantes, représentée par son Président (ci-après « DME ») et l'Utilisateur.

En utilisant le Service de Paiement, tout Utilisateur reconnaît avoir lu et accepté sans réserve les présentes CU. Celles-ci sont applicables à compter de la première utilisation des Services de paiement et ce pour toute la durée d'utilisation dudit service et jusqu'à suppression de l'Espace Utilisateur. Chaque nouvelle utilisation du Service de paiement entraîne l'acceptation pleine et entière des présentes CU.

1. INFORMATIONS LEGALES

Le Service de paiement est édité par la société DME COMMUNICATION, société par actions simplifiée au capital de 162.500 euros, dont le siège social est 6 rue Rose Dieng-Kuntz – 44300 NANTES, immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 753.111.319 (ci-après « DME »).
Le directeur de la publication est Monsieur Maxime DELAUNEY, Président de DME.

Le Service est hébergé par la société OVH, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 10 174 560 €, inscrite au RCS de LILLE METROPOLE sous le numéro 424 761 419, dont le siège social est situé 2, rue Kellerman – 59100 Roubaix – téléphone 1007.

2. OBJET

Les présentes CU ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Utilisateur peut accéder au Service de paiement.

Tout Utilisateur qui accède au Site reconnaît avoir pris connaissance des présentes CGU et s'engage à les respecter sans réserve.

Par ailleurs, tout Utilisateur reconnaît avoir la capacité requise pour utiliser le Service de paiement.

3. DEFINITIONS

Les termes suivants, lorsqu'ils seront reproduits dans le présent Contrat avec la première lettre des mots en majuscule (qu'ils soient au singulier ou au pluriel), auront le sens défini ci-dessous :

Avocat : désigne un avocat personne physique (et non une société d'avocats), inscrit auprès d'un Barreau français et contractuellement engagé avec DME ;

Données Utilisateurs : désigne l'ensemble des données communiquées par l'Utilisateur, en ce compris les données à caractère personnel, dans le cadre de l'utilisation du Service de paiement.

Identifiant : désigne l'email et le mot de passe choisis par l'Utilisateur. A ce titre, DME alerte l'Utilisateur sur l'importance pour

lui de choisir un mot de passe sécurisé (nombre de caractères/majuscules et minuscules/ chiffres et lettres). L'Identifiant est indispensable à l'Utilisateur pour se connecter à son Espace personnel.

L'Utilisateur reconnaît expressément que la saisie de son Identifiant vaut identification de sa part. En conséquence, toute connexion au Service de paiement ou toute utilisation du Service de paiement effectuée en utilisant l'Identifiant est réputée avoir été effectuée par l'Utilisateur. DME ne saurait être tenue responsable d'un préjudice causé du fait d'une utilisation frauduleuse dudit Identifiant.

Dans ces conditions, en cas de perte ou de vol de l'Identifiant, l'Utilisateur s'engage à informer, sans délai, DME par email à juliette@avoloi.com, et ce, afin que DME désactive l'Identifiant dans les plus brefs délais.

Partie : désigne DME ou l'Utilisateur. DME et l'Utilisateur sont ensemble désignés les Parties.

Prestataire : désigne le prestataire de Service de paiement en ligne Stripe qui bénéficie d'un agrément en tant qu'établissement de monnaie électronique. En utilisant le Service de paiement, l'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des [conditions générales d'utilisation du Prestataire](#) et accepte d'y être soumis.

Service de paiement : désigne la solution de paiement en ligne proposée par DME.

Utilisateur : désigne la personne physique capable ou la personne morale (représentée par son dirigeant personne physique), souhaitant avoir accès au Service de paiement.

4. UTILISATION DU SERVICE

L'accès au Service de Paiement se déroule de la manière suivante : Après que l'Avocat ait rempli le formulaire de demande de règlement, l'Utilisateur reçoit un mail et/ou un sms contenant les informations relatives à la demande de règlement envoyée par l'Avocat et un lien lui permettant d'accéder au Service de paiement. Après avoir cliqué sur le lien, le Client devra créer un compte. Un mail de confirmation de création de compte lui sera adressé. Il pourra ensuite visualiser le récapitulatif de paiement et procéder au paiement par carte bancaire ou en renseignant les informations pour effectuer un virement SEPA.

L'Utilisateur reconnaît que le système de paiement en ligne est externalisé auprès du Prestataire bénéficiant d'un agrément en tant qu'établissement de monnaie électronique.

Par ailleurs, l'Utilisateur reconnaît que DME ne joue qu'un rôle d'intermédiaire entre l'Avocat et l'Utilisateur et à ce titre DME n'est en aucun cas responsable de l'exécution des obligations respectives entre l'Avocat et l'Utilisateur.

L'Utilisateur est tenu de faire une utilisation du Service de paiement conforme aux dispositions légales et réglementaires et aux bonnes mœurs.

L'Utilisateur s'engage notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- (i) à renseigner et fournir à DME uniquement des informations vérifiées et exactes ;
- (ii) à ne pas créer ou diffuser des informations et des contenus faux, diffamatoires, ambigus ou inexacts qui sont de nature à tromper les destinataires de l'information ;
- (iii) à ne pas envoyer de publicité non sollicitée ou non autorisée ou effectuer toute autre forme de sollicitation, sauf dans les cas expressément conçus à cet effet ;
- (iv) à ne pas ajouter ou diffuser du contenu qui comporte des propos racistes, xénophobes, pornographiques, incitant à la haine ;
- (v) à ne pas publier ou propager de programmes informatiques (virus ou logiciels malveillants) ;
- (vi) à ne pas usurper l'identité de quelqu'un ;
- (vii) à ne pas communiquer d'information, élément ou contenu qui constitue une publicité illégale ou déloyale ;
- (viii) à ne pas porter atteinte au droit des tiers.

DME ne contrôle pas l'utilisation du Service de paiement faite par l'Utilisateur et les différentes données et informations saisies par ce dernier et par tout tiers en ce compris par l'Avocat. DME ne saurait en aucun cas être tenue responsable à ce titre.

5. RESPONSABILITE

DME s'engage à faire ses meilleurs efforts aux fins d'assurer aux Utilisateurs un accès au Service de paiement à tout moment. Cependant, il ne pourra être tenu responsable en cas d'indisponibilité pour quelque cause que ce soit.

L'Utilisateur reconnaît que DME n'intervient qu'en tant qu'intermédiaire et prestataire technique.

DME ne peut garantir l'exactitude, la complétude, l'actualisation des données et informations diffusées sur le Service de paiement, ni la permanence du bon fonctionnement du Service de paiement. Il s'engage à faire ses meilleurs efforts afin d'assurer la sécurité du Service de paiement, mais ne peut garantir une sécurité informatique totale.

DME ne saurait être tenu responsable des éventuels dommages directs ou indirects, subis par l'Utilisateur lors de l'utilisation du Service de paiement - y compris les pertes de données, détériorations, destructions ou virus qui pourraient affecter l'équipement informatique de l'Utilisateur, et/ou de la présence de virus sur le Service de paiement.

Aucune des informations figurant sur le Service de paiement ne pourra être interprétée comme constituant un engagement contractuel quelconque à la charge de DME dans le cadre de son activité.

DME se réserve le droit de procéder à toute modification du Service de paiement qu'il jugera utile, et cela sans avertissement préalable et même si l'accès au Service de paiement en est conséquemment interrompu.

L'Utilisateur reconnaît utiliser le Service de paiement sous sa seule responsabilité.

De plus, il appartient à chaque Utilisateur de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination d'éventuels virus circulant sur internet.

L'Utilisateur reconnaît avoir vérifié que la configuration informatique utilisée ne contient aucun virus et est en parfait état de fonctionnement.

La responsabilité de DME ne saurait être engagé pour les actes découlant d'un acte ou d'une négligence de l'Utilisateur ou qui ne serait conforme aux lois et règlement en vigueur.

6. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par DME dans le cadre du Service de paiement sont intégrés dans la liste des traitements réalisés par le DME.

Les données personnelles recueillies par DME sont indispensables pour exécuter les services utilisés par l'Utilisateur. Le défaut de communication de ces données aura pour conséquence l'impossibilité pour DME d'exécuter ses obligations. Le traitement des dites données a pour base légale le respect des obligations contractuelles (et pré-contractuelles) et légales ainsi que l'intérêt légitime de DME.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, DME, responsable de traitement, informe l'Utilisateur qu'elle met en œuvre un traitement de données à caractère personnel le concernant. Les informations communiquées par l'Utilisateur par le biais des formulaires disponibles sur le Service de paiement ne sont destinées qu'aux seuls personnels habilités de DME.

L'Utilisateur reconnaît et accepte que, pour les besoins du Service de paiement, DME communique au Prestataire les données (personnelles et bancaires) récoltées par le biais des formulaires disponibles sur le Service de paiement. La communication de ces informations au Prestataire se réalise dans le cadre de l'exécution des présentes afin de fournir le Service de paiement.

Certaines données à caractère personnel concernant l'Utilisateur peuvent également être transmises par DME à ses partenaires, sous réserve que l'Utilisateur ait expressément donné son consentement à ce transfert de données. Il est précisé que l'Utilisateur pourra à tout moment retirer son consentement quant au transfert de données personnelles le concernant, par DME à ses partenaires.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, d'interrogation, de modification et de rectification aux informations qui le concernent. Il dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel pour des motifs légitimes.

Il dispose enfin du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont il entend que soient exercés, après son décès, ces droits.

Pour exercer ses droits, l'Utilisateur doit adresser un courrier à DME accompagné de la photocopie d'un titre d'identité comportant sa signature, à l'adresse postale suivante : 6 rue Rose Dieng-Kuntz à NANTES (44300), ou à l'adresse électronique suivante : cil@avoloi.com.

L'Utilisateur s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée. Il doit notamment s'abstenir de toute collecte, utilisation détournée ou tout acte susceptible de porter atteinte à la vie privée ou à la réputation des personnes.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

DME est seule propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle attachés notamment au Service de paiement, au nom de domaine avoloi.fr ou zibble.fr ou à tout autre nom de domaine qui lui appartiendrait, à la marque AVOLOI ou ZIBBLE, au contenu figurant sur le Service de paiement, y compris les éléments graphiques.

Il est précisé que le Contrat confère à l'Utilisateur un simple droit d'accès au Service de paiement, et qu'à aucun moment le Contrat n'opère une cession de droit ni n'octroie le droit d'utiliser la marque AVOLOI ou ZIBBLE.

Toute reproduction totale ou partielle sans autorisation expresse de DME est strictement interdite et constitutive d'actes de contrefaçon.

8. COOKIES

En utilisant le Service de paiement, l'Utilisateur reconnaît et accepte la [politique de gestion des cookies](#). Celle-ci fait partie intégrante des présentes CGU.

9. FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera considérée comme enfreignant le présent Contrat, ou n'encourra une quelconque responsabilité en raison d'un manquement à exécuter ses obligations contractuelles, si ce manquement découle d'une cause ou de causes indépendante(s) de sa volonté et caractérisant une force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. La Partie lésée par cette (ces) situation(s) en avisera le plus rapidement possible l'autre Partie et fera tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer ou corriger la cause l'empêchant d'exécuter ses obligations, et pour reprendre l'exécution du Contrat dès que possible.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Renonciation

Aucune renonciation à une quelconque disposition ou condition du présent Contrat ne sera valide ou n'aura de force obligatoire, à moins d'être faite par écrit et signée par la Partie revendiquant être liée par elle.

Le fait pour l'une ou l'autre des Parties de ne pas exiger l'exécution complète et ponctuelle des clauses ou conditions du Contrat, ou de ne pas exercer un quelconque droit résultant d'une quelconque violation du Contrat ne pourra en aucun cas être interprété comme affectant ou limitant le droit de cette Partie à exiger le respect de cette clause ou condition, ou comme une renonciation de cette Partie d'appliquer et d'exiger ultérieurement le strict respect de la clause ou de toute autre disposition.

10.2 Nullité partielle

L'annulation de l'une des stipulations du présent Contrat n'entraînera l'annulation de celui-ci dans son ensemble, que pour autant que la stipulation litigieuse puisse être considérée, dans l'esprit des Parties, comme substantielle et déterminante, et que son annulation remette en cause l'équilibre général du Contrat.

En cas d'annulation d'une des stipulations du présent Contrat, considérée comme non substantielle, les Parties s'efforceront de négocier une clause économiquement équivalente.

10.3 Modification

DME se réserve le droit de modifier le contenu des présentes Conditions Générales d'Utilisation à tout moment et sans préavis. L'Utilisateur est invité à les consulter régulièrement.

L'Utilisateur reconnaît que les CGU applicables sont celles disponibles sur le Site au moment de l'utilisation du Service de paiement.

10.4 Satisfaction

DME se réserve le droit de solliciter l'Utilisateur pour recueillir sa satisfaction concernant le Service de paiement, ce que l'Utilisateur reconnaît et accepte.

10.5 Sites tiers

Pour le cas où le Service de paiement contiendrait des liens hypertextes renvoyant vers des sites internet édités par des tiers (ci-après les « Sites Tiers ») sur lesquels DME n'exerce aucune sorte de contrôle, DME n'assume aucune responsabilité quant au contenu des Sites Tiers ou au contenu vers lequel les Sites Tiers peuvent renvoyer. La présence de liens hypertextes vers des Sites Tiers ne saurait signifier que DME approuve de quelque façon que ce soit les contenus des Sites Tiers. DME n'est responsable d'aucune modification ou mise à jour concernant les Sites Tiers. DME n'est pas responsable de la transmission d'informations à partir des Sites Tiers, ni du mauvais fonctionnement de ceux-ci.

11. LOI APPLICABLE ET RÉGLEMENT DES LITIGES

Le présent Contrat est soumis au droit français. En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent Contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis au tribunal compétent conformément au droit français.